

COMPTE-RENDU

Séance du Conseil municipal du mardi 15 mai 2018

L'an deux mille dix-huit, le quinze mai à 20h30, le Conseil municipal de Chanteloup-les-Vignes, légalement convoqué le sept mai deux mille dix-huit, s'est réuni salle du Conseil en mairie, en séance publique, sous la Présidence de Madame le Maire, Catherine ARENOU.

Etaient présents:

M. GAILLARD, Mme ABLOUH, M. LONGEAULT, M. BONNEAU, M BOUCHELLA, Mme KHARJA-TEHHOUNE, Mme BELHADJ-ADDA, Maires – Adjointe,

M. DUBOIS, M. CAMARA, M. NOURINE, M. GOURVENEC, M. BRENOT, M. LIAOUI, Mme CREPPY, M. JALLOT, Mme TOUSSAINT, Conseillers Municipaux.

Absents représentés :

- Mme FIGUIERE (Procuration à M. GAILLARD)
- Mme DUFFAUT (Procuration Mme. ARENOU)
- M. GUILLARD (Procuration à M. BOUCHELLA)
- Mme LITI (procuration à Mme KHARJA-TEHHOUNE)
- Mme MEVEL (Procuration à M. DUBOIS)

Absents :

Mme CHARRIER, M. NGUYEN, M. ABDELBAHRI, M. BAUFFE, Mme BIZET, M. THIEBAUT

APPEL NOMINAL

Madame le Maire a procédé à l'appel nominal, le quorum étant atteint, elle constate que le Conseil peut valablement délibérer et donne lecture de l'ordre du jour.

1. SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur LONGEAULT est élu secrétaire de séance à l'unanimité.

2. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE SEANCE :

Madame Catherine ARENOU, Maire rapporteur, a proposé au Conseil municipal d'approuver le compte-rendu de la séance du 11 avril 2018.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 11 avril 2018.

3. MOTION EN FAVEUR DU RAPPORT « VIVRE ENSEMBLE, VIVRE EN GRAND » DE JEAN-LOUIS BORLOO

Madame le Maire Catherine ARENOU a proposé au Conseil municipal de soutenir collectivement, à travers une motion, les 19 programmes formulées dans le rapport « Vivre ensemble, vivre en grand, pour une réconciliation nationale » remis le 26 avril dernier par Jean-Louis Borloo au Premier ministre. Elle a proposé également au Conseil municipal de réclamer officiellement au Président de la République et au gouvernement l'adoption de la globalité des propositions du rapport, avec les engagements budgétaires nécessaires à leur mise en œuvre dans la loi de finances 2019, voire dans le cadre d'un collectif budgétaire à l'été 2018.

CONTEXTE

Le 16 octobre 2017, en réponse à des coupes sombres dans le budget de la politique de la ville et suite à l'annonce du Gouvernement de réduire le nombre de contrats aidés, des Etats généraux ont été organisés à Grigny dans l'Essonne. Des maires de toutes tendances politiques confondues, des responsables associatifs et des citoyens, rassemblés au sein du collectif « Territoires gagnants » ont alors lancé l'appel de Grigny, lequel comporte plusieurs mesures concrètes pour un plan de solidarité nationale en faveur des quartiers prioritaires.

Le 13 novembre 2017, le Président de la République en déplacement à Tourcoing a répondu à cet appel en affirmant sa volonté de mettre sur pied un « plan de bataille » et une « mobilisation nationale en faveur des quartiers populaires ». Les signataires de l'appel de Grigny ont alors été conviés à l'accompagner dans cette démarche, sous la houlette de Jean-Louis Borloo. Pour ce faire, dix groupes de travail interministériels (associant élus locaux, responsables associatifs et représentants des différents ministères) ont été constitués.

Dans le même temps, un tour de France des solutions (se déroulant dans le cadre d'états généraux de la politique de la ville) a été mis sur pied par le collectif « Territoires gagnants ». Au cours du premier trimestre 2018, celui-ci s'est arrêté à Roubaix sur le thème de l'emploi, à Mulhouse sur le thème de la formation professionnelle et à Sevran, sur le thème de l'insertion par le sport.

Le 6 avril dernier, les associations représentant les villes, agglomérations et les métropoles se sont réunies à Dijon pour signer un pacte proposant plusieurs engagements dans le domaine du développement économique, de l'habitat, du renouvellement urbain ou encore des mobilités urbaines et ont sollicité l'Etat pour un accompagnement.

Trois semaines plus tard, le 26 avril, la 5^{ème} édition des états généraux de la politique de la ville s'est tenue à Paris. A cette occasion, Jean-Louis Borloo, qui avait remis le matin même son rapport au Premier ministre, a présenté ses programmes à la presse et au public. Il a également annoncé que le Président de la République s'exprimerait le 22 mai sur son plan présidentiel.

RAPPORT « VIVRE ENSEMBLE, VIVRE EN GRAND »

Le 26 avril dernier, Jean-Louis Borloo, ancien ministre de la Ville et « père » de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, a remis au Premier ministre un « plan de bataille » pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont Chanteloup-les-Vignes fait partie. Déclinant 19 programmes thématiques, ce rapport, attendu depuis plusieurs mois par les maires de banlieue, ambitionne de « relancer radicalement et différemment la politique de la ville » à travers une « réforme de l'action

publique mobilisant tous les acteurs de la Nation ». S'inscrivant dans une dynamique globale, il vise à créer une onde de choc vertueuse. En effet, pour Jean-Louis Borloo, « il faut mettre en mouvement ces 19 programmes en même temps. Pour l'essentiel, ils peuvent démarrer tout de suite, ils provoqueront un effet « blast », une spirale positive et une dynamique extrêmement puissante. C'est un plan de réconciliation nationale. Recréer une cohésion urbaine, une cohésion sociale, une cohésion républicaine, c'est possible et parfaitement réalisable, très rapidement, à condition que :

- Chacun des 19 programmes soit piloté en tant que tel et par une ou deux personnalités reconnues.
- Un chef d'état-major et une équipe de très haut niveau soit mise en place pour impulser, coordonner et adapter l'ensemble du plan. Une personnalité qui aura l'autorité suffisante donnée par le Président de la République.
- Chacune des institutions soit réellement et publiquement en responsabilité avec un chef de file.
- L'évaluation des indicateurs pour chaque action soit rendue publique chaque année.
- Un rapport soit effectué tous les ans devant le Parlement sur l'avancée des programmes et l'état de la cohésion nationale.
- Un comité de suivi présidé et constitué de personnalités d'envergure nationale, assure le suivi de la mise en œuvre des programmes. Il devra alerter des difficultés de mise en œuvre en temps réel et remettra un rapport annuel au Président de la République, garant de l'unité nationale. »

19 PROGRAMMES ROBUSTES, STRUCTURANTS, INNOVANTS

Le rapport remis par Jean-Louis Borloo s'attaque à tous les sujets susceptibles de renverser durablement la situation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il définit 19 grands sujets, eux-mêmes déclinés en propositions concrètes :

1. La qualité urbaine pour tous
2. La mobilité, un droit et une nécessité
3. Investir dans la petite enfance
4. De l'école à la « cité éducative »
5. Grandir par la culture
6. Développer et insérer nos quartiers par le sport
7. Tout passe par l'entreprise et l'emploi
8. Un plan national pour gagner la bataille contre l'illettrisme et l'illectronisme, former aux savoirs de base
9. 200 quartiers d'excellence numérique
10. Reconnaître les nouveaux visages de Marianne
11. L'académie des leaders, la nouvelle grande école
12. Une nouvelle armée de la République solidaire
13. Agir fermement pour la sécurité et la justice
14. Des moyens d'agir pour les communes
15. « La Nation garantit à tous la protection de la santé »
16. Les associations, le cœur des quartiers
17. Lutter contre les discriminations
18. Une Cour d'équité territoriale
19. A la rencontre de l'Autre

MOTION COLLECTIVE EN FAVEUR DU RAPPORT « VIVRE ENSEMBLE, VIVRE EN GRAND »

Nous, élus de la commune de Chanteloup-les-Vignes, nous félicitons du diagnostic (basé sur des indicateurs solides) dressé par le rapport « Vivre ensemble, vivre en grand », lequel déconstruit nombre d'idées reçues régulièrement véhiculées sur les banlieues et les quartiers populaires.

Nous, élus de la commune de Chanteloup-les-Vignes, appelons de nos vœux la mise en œuvre rapide et complète des 19 programmes proposés dans ce rapport, lesquels s'attaquent à des enjeux fondamentaux : investir dans la petite enfance, construire la cité éducative, gagner la bataille contre l'illettrisme, agir fermement pour la sécurité et la justice, donner les moyens d'action pour les communes, développer l'emploi et l'insertion, garantir à tous la protection de la santé, remettre les associations au cœur de l'action publique...

Nous, élus de la commune de Chanteloup-les-Vignes, souhaitons que ces programmes soient rigoureusement pilotés, évalués et suivis par des instances sérieuses, responsables et compétentes, tel que cela a été formulé par Jean-Louis Borloo dans son rapport.

Nous, élus de la commune de Chanteloup-les-Vignes, demandons instamment au Président de la République l'adoption de la globalité des propositions du rapport, avec les engagements budgétaires nécessaires à leur mise en œuvre dans la loi de finances 2019, voire dans le cadre d'un collectif budgétaire à l'été 2018.

Ayant pris connaissance de ces éléments, le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré

DECIDE, à l'unanimité,

D'APPROUVER la motion collective en faveur du rapport de Jean-Louis Borloo ;

DE DEMANDER au Président de la République et au gouvernement l'adoption de la globalité des propositions du rapport, avec les engagements budgétaires nécessaires à leur mise en œuvre dans la loi de finances 2019, voire dans le cadre d'un collectif budgétaire à l'été 2018.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.

Pour le Maire et par délégation,
Le Premier Maire-Adjoint



Pierre GAILLARD